

NOTE D'INFORMATION

LA MINUSCA SOUTIENT LA MONTEE EN PUISSANCE DES FORCES DE SECURITE INTERIEURE CENTRAFRICAINES

Bangui, 4 septembre 2019 – La Mission multidimensionnelle intégrée des Nations Unies pour la stabilisation en République centrafricaine (MINUSCA) réaffirme son soutien à la montée en puissance des forces de sécurité intérieure (FSI) centrafricaines, composées de la Police et de la Gendarmerie, dans le cadre de l'appui à l'extension de l'autorité de l'Etat, a indiqué mercredi à Bangui, le Chef de la composante Police de la MINUSCA, le Général de Division Pascal Champion.

« La Police de la MINUSCA envisage pour l'exercice 2019/2020, la mise en œuvre de 17 projets à impact rapide au profit de la Gendarmerie, 22 au profit de la Police et trois projets mixtes au profit de la Police Technique et Scientifique et de l'Unité Spéciale Anti-Fraude », a indiqué le Général Champion. Selon le Chef de la composante Police, divers matériels tels que des menottes, casques, boucliers et gilets pare-balle ont été déjà commandés et devraient être livrés entre septembre et octobre 2019 afin d'appuyer le déploiement des Compagnies Régionales de Sécurité (CRS) dans les villes de Berberati et Bangassou, des Escadrons de Gendarmerie Mobile (EGM) dans les villes Bouar et Bambari et des équipes projetables d'interventions.

Au cours de la conférence de presse hebdomadaire, le Chef de la composante Police a indiqué que depuis 2014, 149 projets ont été réalisés ou sont en cours, par la MINUSCA et les partenaires techniques et financiers de la RCA. « De juillet 2014 à juin 2019, l'UNPOL a entrepris de nombreuses sessions de recyclage des policiers et gendarmes sur le terrain à Bangui et en province. Un total de 8225 personnels des FSI ont été formés, soit en moyenne 1645 FSI par an », a-t-il indiqué, citant, entre autres, l'appui à l'élaboration d'un Plan de renforcement des capacités et de développement et d'un Plan global de redimensionnement et de redéploiement.

Pour le Chef de la composante Police, « ces différents projets entraîneront une augmentation quantitative et qualitative de la présence de la Police et de la Gendarmerie dans les différentes régions du pays ». « L'objectif d'ici à 2023 est la couverture de l'ensemble territoire national par les FSI pour rendre effectif la restauration de l'Autorité de l'Etat », a-t-il dit, précisant que pour l'instant, 71% des effectifs sont à Bangui, 23% à l'Est et 5% vers le Centre du pays. Le plan de

renforcement des capacités des FSI prévoit le recrutement de 2000 policiers et 2500 gendarmes sur 5 ans.

De son côté, le porte-parole de la MINUSCA Vladimir Monteiro a souligné que la Mission continue de suivre attentivement la situation à Birao, trois jours après les violents affrontements entre combattants du FPRC et du MLCJ. « Des contacts ont eu lieu entre le Représentant spécial du Secrétaire général avec les garants, les autorités centrafricaines ainsi que les leaders des deux groupes armés en vue d'un retour à la normale », a-t-il souligné. Il a rappelé que conformément à leur mandat, les Casques bleus ont établi quelques points de contrôle dans la ville tout en poursuivant leur mission de protection des civils avec des patrouilles. Mardi, la Représentante spéciale adjointe du Secrétaire général et Coordonnateur humanitaire, Denise Brown, s'est rendue sur place avec d'autres responsables humanitaires pour évaluer la situation sur le terrain face aux risques de crise humanitaire.

Le porte-parole a également indiqué que la MINUSCA suit la situation à Mingala et que la Force a survolé la ville, en vue d'une prochaine intervention de casques bleus afin de rassurer la population de la localité traumatisée par la présence d'éléments armés de l'UPC. A cet effet, il a rappelé l'engagement pris par les parties, notamment les groupes armés, lors de la réunion d'évaluation de l'Accord de paix les 23 et 24 août à Bangui, en particulier la cessation des violences. Tout en soulignant que l'Accord prévoit des dispositions pour les cas de violations, le porte-parole a rappelé le mandat de la MINUSCA qui l'autorise à recourir à la force pour protéger la population civile en cas de menace.

D'autre part, le porte-parole a annoncé la poursuite du programme de réduction de violence communautaire (CVR), notamment à Bria où une campagne au quartier Ndourou a permis de récupérer trois armes lourdes, 10 AK47, 20 armes artisanales ainsi que des munitions tandis qu'à Bambari, plusieurs infrastructures dont des marchés, un centre de formation et un poste de santé construits dans le cadre du projet, ont été remises aux communautés. « La troisième phase du CVR à Bambari démarre au cours de ce mois de septembre », a-t-il ajouté.